

République du Tchad



Unité – Travail – Progrès

REMARQUES LIMINAIRES DU MARECHAL DU TCHAD IDRIS DEBY ITNO,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU TCHAD A L'OCCASION DE LA
REUNION DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT SUR « LE
FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT DURABLE À L'HORIZON 2030 À
L'ERE DU COVID-19 ET AU-DELA »

(Le 29 septembre 2020)

- **Excellences ;**
- **Mesdames, Messieurs.**

Je voudrais tout d'abord me féliciter de la tenue de cette importante rencontre, et féliciter les initiateurs pour leur leadership et l'attention soutenue qu'ils accordent à la question centrale du développement durable dans le contexte fort critique marqué par la pandémie de COVID-19.

Cette problématique est un impératif de premier ordre, pour toute la communauté des nations et particulièrement les pays en voie de développement. Déjà confrontés aux défis de la pauvreté, nos pays sont aujourd'hui mis à rude épreuve du fait des effets multidimensionnels de la COVID-19.

Pour le cas spécifique de mon pays, les efforts entrepris visant la diversification économique et l'amélioration des conditions de vie de la population ont été annihilés par la survenue des crises économique et financière de 2014 suite à la chute des cours du pétrole et la pandémie du COVID-19. Ce mal planétaire a fortement affecté l'équilibre socioéconomique et financier du Tchad.

Eu égard à ses graves conséquences humaines, économiques, sociales et financières, la COVID-19 constitue un défi de grande envergure qui exige une réponse forte, coordonnée et sans calcul.

A cet égard, la réflexion sur les voies et moyens d'atténuer les crises socio-économiques qui découlent de la pandémie et de ses effets induits qui s'inscrivent dans le temps est une excellente démarche que mon pays salue à sa juste valeur comme je l'avais noté au début de mes propos. La mobilisation et l'engagement de la communauté internationale en vue d'accélérer la mise en œuvre des ODD sont plus qu'indispensable tant il s'agit d'une préoccupation vitale pour nos États et nos populations.

Déjà, aujourd'hui, la réalisation des ODD à l'horizon 2030, nécessite des investissements de l'ordre de 5.000 à 7.000 milliards de dollars par an selon les estimations des Nations Unies. Nous notons aussi un énorme fossé entre le financement nécessaire à mobiliser et l'étendue des besoins pressants à satisfaire en matière de développement durable, surtout en Afrique.

Il est plus qu'urgent de passer à l'action et de donner corps aux engagements qui ont été pris en faveur de l'Afrique. Si des actions comme la transformation industrielle, la diversification des économies, la lutte contre les flux illicites des capitaux et l'accès aux marchés sont pertinentes, il faut repenser l'ordre des priorités.

Aujourd'hui, ce sont les questions liées au renforcement de nos systèmes de santé pour plus de résilience face à la COVID-19 et d'autres épidémies ou pandémies qui doivent être au centre des préoccupations. De même, l'universalisation du vaccin contre la COVID doit focaliser toutes les attentions. Evidemment, il ne s'agit pas de faire de l'Afrique un terrain de prédilection pour l'expérimentation des vaccins mais il est plutôt question de mettre à la disposition des populations des produits dont l'efficacité prouvée ne fait l'ombre d'aucun doute.

Je voudrais aussi relever l'urgence des programmes spécifiques visant la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans cette phase critique. Dans le même sillage, je souligne l'impérieuse nécessité d'un plan d'urgence pour soutenir nos économies qui ont été ruinées sous l'effet de la pandémie.

A cet égard, je voudrais réitérer mon pressant appel pour l'annulation pure et simple de la dette de l'Afrique vis-à-vis des créanciers publics. Je forme le vœu que cette requête soit intégrée à tous les agendas internationaux.

En parlant, mesdames et messieurs, des situations qui exigent des réponses hardies, je ne saurais passer sous silence la menace sécuritaire au Sahel par des groupes terroristes. Cette menace qui hypothèque sérieusement notre marche vers le développement en engloutissant toutes nos maigres ressources méritent une attention soutenue de la communauté internationale.

Excellences,

Mesdames, Messieurs.

Pour conclure, je voudrais nous inviter tous, à plus d'action et de solidarité. C'est à ce prix que nous relèverons le pari de jeter les bases d'un avenir post-COVID inclusif, résilient et durable comme on l'appelle de tous nos vœux.

Je vous remercie de votre aimable attention.